

chauvinisme ne pouvait pas jeter des racines profondes durant ces premières années d'existence de la jeune République tchécoslovaque, ne fût-ce que par suite des déceptions des résultats matériels de la victoire « nationale » pour les travailleurs. Le parti communiste tchèque se renforça et connut un essor sans précédent dans le mouvement ouvrier du pays, jusqu'en l'année fatidique 1926. La bourgeoisie réussit alors à briser la dernière vague importante des luttes de masse d'après guerre, le mouvement reflua et le parti communiste tchèque commença à patauger en pleine dégénérescence.

La crise économique de 1929 frappa durement le jeune Etat, qui connut un développement terrible du chômage. Après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, la crise tchécoslovaque évolua rapidement vers la catastrophe. Le prolétariat allemand des Sudètes, jusque-là organisé dans sa grande majorité dans le P.C. et le P.S., était entraîné au travail au delà de la frontière, et rentrait chaque semaine avec un salaire réel plus élevé que celui d'un travailleur tchèque, sans parler de l'allocation de chômeur dont devait vivre aupa-

De Munich à la « libération »

La crise tchécoslovaque aboutit en 1938 au traité de Munich, qui enleva à la République tous ses moyens de défense militaire ainsi qu'une partie importante de son industrie. La brève période de la soi-disant « seconde République » — de Munich jusqu'à l'occupation du pays par Hitler en mars 1939 — connut l'effondrement lamentable des partis « démocratiques ». Le parti communiste se laissa interdire sans aucune résistance — l'organe central du parti continuait seul à paraître illégalement, mais sous une rédaction d'un groupe d'étudiants zinoviévistes et antistaliniens. La social-démocratie disparut de la circulation et le parti « socialiste-national » de Bénéš connut un processus de fascisation idéologique rapide. Après l'occupation de la Bohême et de la Moravie par les troupes allemandes et pendant les premières années de la guerre, les masses restèrent pour ainsi dire complètement passives. La petite bourgeoisie espérait même un compromis pacifique avec le fascisme allemand, qui ne montra pas, au cours des premiers mois, la brutalité sanguinaire dont il allait faire preuve dès le déclenchement de la guerre. Les impérialismes « alliés » étaient d'ailleurs fortement discrédités aux yeux de la petite bourgeoisie par suite de leur attitude à Munich. Le prolétariat était abasourdi par la suite ininterrompue des victoires

vant une grande partie de la population ouvrière des Sudètes. L'influence fasciste commença à croître dans cette population et, aux élections de 1937, le parti de Henlein obtint près de 90 p. 100 des voix allemandes en Tchécoslovaquie.

Après les années de la « troisième période » sectaire et aventuriste, le P.C. décrivit un large mouvement vers la droite et devint l'inspirateur non seulement du « Front populaire », mais aussi de la campagne pour une « alliance militaire anglo-franco-tchéco-soviétique » destinée à « arrêter l'agresseur Hitler ». Dans sa peur panique du III^e Reich, la petite bourgeoisie tchèque rejoignit en masse le P.C., devenu l'exposant du chauvinisme le plus violent, et les outrances auxquelles aboutit cette agitation ultra-droitière du P.C. (durant la crise de 1938, le dirigeant du P.C., l'actuel chef du gouvernement, Clément Gottwald, criait aux côtés du chef des fascistes tchèques, le général Gajda, un « vivat » à la dictature militaire du général Syrový) provoqua une confusion et un désarroi sans pareil parmi les masses ouvrières.

d'Hitler, par la disparition brusque et complète de tous ses dirigeants, par l'amélioration momentanée et toute relative de ses conditions de vie matérielles — par suite de la conjoncture des armements et de la prolongation de la journée de travail — et enfin par la vague de terreur de la Gestapo.

En Slovaquie, devenue Etat indépendant par la grâce d'Hitler, la population paysanne vivait une vie à peine touchée par la guerre. Les produits agricoles restèrent dans le pays, n'étant plus écumés comme auparavant par la bourgeoisie tchèque. Les autorités allemandes stimulèrent de toutes leurs forces l'industrialisation du pays. Le clérical-fascisme de Hlinka avait une large base de masse dans la population paysanne, fortement arriérée et entièrement dominée par le clergé. La Slovaquie, ainsi favorisée, servait de tremplin pour Hitler vers l'Ukraine soviétique et en même temps d'étape vers la Hongrie et les Balkans.

Après l'attaque allemande contre l'U.R.S.S. en 1941 et un début d'esprit de révolte dans la petite bourgeoisie tchèque, la situation commença lentement à changer. Mais, même après ce moment-là, le mouvement de résistance ne devint pas un mouvement de masse. Cela ne pouvait pas être le cas, si l'on tient compte de la place qu'occupait le « protectorat de Bohême et de Moravie »

dans le système hitlérien en Europe. Pour la direction fasciste de conduite allemande de guerre, ce « protectorat » était à la fois l'arsenal du Reich et son vaste abri antiaérien. Il était incorporé administrativement à un point où son annexion paraissait définitive aux chefs fascistes, ce qui permit un contrôle et un degré de terreur inconnus dans les autres pays occupés. Les mines et les usines ne cessèrent de travailler à plein rendement jusqu'à la dernière semaine de la guerre, et, après la destruction de Lidice et de Lezaky — deux villages rasés par les SS — les paysans étaient tellement terrorisés qu'ils abandonnèrent la plus grande partie de leurs stocks de blé et d'autres produits agricoles.

La soi-disant « révolution de mai 1945 » et la « libération »

Le « protectorat de Bohême et Moravie » a été le dernier pays « libéré » par les Alliés. Alors que Berlin était tombé depuis longtemps et qu'Hitler avait trouvé une mort trop douce par le suicide, on s'y battait encore avec violence. Le 5 mai 1945 éclata l'insurrection de Prague, au moment où les armées soviétiques se battaient quelque 140 kilomètres plus loin et qu'à peine à 40 kilomètres de distance les forces américaines attendaient, l'arme au pied, l'arrivée de leurs alliés russes. L'insurrection de Prague, dont l'histoire est encore loin d'être éclaircie, fut l'action d'une partie relativement petite de la population, dont le résultat se trouvait assuré d'avance par la situation militaire en Europe. L'idée principale, qui domina ses participants, était celle de prendre revanche de la terreur des nazis. Chaque classe de la population qui participa au mouvement y poursuivit ses propres buts et s'efforça d'en encaisser les résultats à son profit. Le manque d'armes, qui fut un des éléments principaux limitant le caractère de masse de l'insurrection, eut pour conséquence que certains groupes, comme la « police de protectorat », les officiers de l'ancienne armée tchèque, l'armée du général Vlassof — qui tous avaient participé dans une certaine mesure à la terreur fasciste et cherchaient

maintenant un alibi en se battant du côté du peuple — jouèrent un rôle de premier rang dans les combats insurrectionnels proprement dits. Dans ce mouvement, le prolétariat apporta ses éléments les plus actifs et quelques réminiscences de sa tradition révolutionnaire (création isolée de soviets, etc.). Mais il y entra sans aucune préparation organisée (ce qui explique l'absence presque totale d'armes, qui ne furent saisies qu'au cours des luttes) et avec un degré de conscience extrêmement bas, après deux décades de recul, de désarroi et de démoralisation. Il ne pouvait pas en résulter autre chose que le fait que le parti stalinien réussit à récolter tous les fruits de l'insurrection. Quant à l'armée russe, dont le prestige n'avait pas cessé de croître durant les mois précédents, elle arrivait à Prague douze heures après la capitulation finale des nazis dans la capitale. Malgré cela, et malgré le comportement entièrement antisocialiste des soldats et des officiers russes, qui volèrent, pillèrent et violèrent à la ronde, les stalinien tchèques réussirent à répandre la légende de la « libération de Prague par les armées soviétiques », légende qui se trouve dès maintenant profondément ancrée dans la conscience de toutes les couches de la société.

La première année après la chute d'Hitler

Quelle était la situation sociale après l'insurrection ? La grande propriété bourgeoise avait été surtout dans les mains du capital étranger ou juif, et Hitler l'avait expropriée au profit des trusts allemands. Une petite partie des usines avait été propriété de bourgeois

tchèques, mais ceux-ci avaient collaboré avec Hitler et avaient été éliminés pendant l'insurrection. Il ne pouvait être question, par conséquent, d'une classe compacte de capitalistes. Les usines et les banques n'avaient plus de propriétaires. Voilà la situation spéciale à la-